

les impôts afin de pouvoir les abaisser dans deux ans! Les députés croient-ils que moi, ou quelque autre membre de ce gouvernement, ou même n'importe qui en cette Chambre est heureux quand les impôts augmentent? Je sais que pour ma part—et je suis certain que quand vient le temps du budget chaque Canadien garde en son cœur la même espérance,—j'espère que les impôts diminueront. Cela, toutefois, n'est pas toujours possible. Je le signale aux honorables amis qui siègent à ma droite. Si les impôts diminuent l'année prochaine ou l'année d'après, ou dans trois ans, cela ne sera attribuable qu'aux lignes de conduite adoptées par le ministre des Finances et par le présent gouvernement.

On a beaucoup parlé cet après-midi, et on avait beaucoup parlé à la fin de la séance de jeudi soir, de ce que nous avions diminué les impôts à la fin de 1957. On a même donné à entendre que c'était une espèce de tactique pré-électorale de la part du parti conservateur...

L'hon. M. Pickersgill: Ne l'était-ce pas?

M. MacLean (Winnipeg-Nord-Centre): Je vois que mes honorables amis m'écoutent attentivement. Il est assez reconnu, et certains des plus habiles financiers canadiens le reconnaissent, que la diminution des impôts à ce moment-là, jointe à une augmentation des dépenses, les deux ensemble, ont probablement constitué les forces les plus importantes visant à endiguer la récession économique de 1958.

Puis, l'honorable député de Kenora-Rainy-River (M. Benidickson) a prétendu que le premier ministre (M. Diefenbaker) manque à sa parole vis-à-vis des électeurs, qu'il ne tient pas ses promesses. Il a même proposé un amendement dans ce sens. A l'entendre, le premier ministre aurait affirmé qu'il n'était pas très difficile de réduire les impôts tout en augmentant les pensions. Le premier ministre l'a probablement dit, mais ce que le député de Kenora-Rainy-River a oublié de dire, c'est qu'en 1956, il y avait un excédent budgétaire de 282 millions. Pour 1957, un excédent budgétaire de 305 millions était prévu. Je tiens ici à être juste: l'ancien ministre des Finances a pris sur lui de réduire cet excédent à 152 millions, à sa manière inimitable et détournée. Donc, le premier ministre a fait des déclarations de ce genre avant les élections de juin 1957. Mais ces déclarations s'appuyaient sur d'énormes excédents réalisés deux années de suite par l'ancien gouvernement libéral.

Est-ce trop exagérer que de dire que les Canadiens s'attendaient, qu'une fois au pouvoir, nous employions des excédents à leur

[M. MacLean (Winnipeg-Nord-Centre).]

profit? Ce serait certes mésinterpréter complètement les faits et sousestimer l'intelligence des Canadiens que de prétendre qu'ils ont cru le salmigondis qui leur a été servi, et que ce qui a été dit alors se rattachait aux conditions économiques de la récession, à une époque où, en matière de financement, il y avait autant à faire que l'an dernier et cette année.

L'honorable député a parlé du chômage, mais il n'est pas le seul à l'avoir fait. L'honorable député de Hull (M. Caron) et l'honorable député de Burnaby-Coquitlam (M. Regier) en ont également parlé. J'aborderai moi aussi le même sujet. Voici ce que je voudrais signaler aux membres du parti libéral. Cette année comme l'an dernier, ils ont manifesté beaucoup d'intérêt à l'égard du problème du chômage. Mais je n'ai pu découvrir où était leur intérêt en 1954 et 1955. J'ai parcouru le *hansard* de ces années-là et je n'ai pas réussi à trouver une seule observation faite sur le chômage sérieux et désastreux de 1954 et de 1955 par un libéral des premières rangées. Sans doute, le chômage est toujours un mal. Ne l'oublions pas. Quelles que soient les explications ou les excuses que nous lui trouvons, personne ne désire le chômage. Je ne veux pas du chômage. Nous voudrions voir chacun posséder un emploi.

Tout au long des débats dont cette question fait l'objet, nous parlons toujours de données statistiques et de chiffres. Le gouvernement cite des données statistiques; l'honorable député d'Essex-Est (M. Martin) fait de même; alors éclate un combat en règle. Mais cette statistique et ces chiffres sont sans importance pour le citoyen ordinaire qui est chômeur. Le chômage est un problème dont nous avons hérité lorsque nous avons accédé au pouvoir, un problème dont nous n'étions pas la cause; mais n'allez pas croire un seul instant que le peuple du pays y voit quelque différence. Et pourtant nous avons notre programme de travaux d'hiver, pour lequel nous avons dépensé des millions de dollars. Dans une déclaration faite le 11 novembre 1958, le chef de l'opposition (M. Pearson), nous a dit ce qu'il pensait du programme de travaux d'hivers. Selon une nouvelle de la *Presse canadienne* en date du 11 novembre 1958, il aurait dit à Toronto:

Le programme de travaux d'hiver du gouvernement fédéral a été conçu trop tard pour qu'il puisse produire tout son effet cet hiver.

Le gouvernement s'est attaqué au problème de l'emploi "sans coordination et sans plan, ce qui a occasionné des dépenses considérables sans donner de résultats correspondants en ce qui concerne les emplois".

Au cours de l'été, une certaine amélioration saisonnière s'est manifestée dans le domaine du commerce et de l'emploi. Les Canadiens ont fait preuve de vigueur et d'initiative en réagissant contre le ralentissement économique et en l'em-